

**MESSAGE N° 167** 3 novembre 2009  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi portant adhésion du**  
**canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur**  
**la collaboration dans le domaine de la pédagogie**  
**spécialisée**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>1</sup>. Le message accompagnant ce projet de loi est structuré de la manière suivante:

**1. Champ d'application**

**2. Introduction**

- 2.1 *Cadre de référence intercantonal*
- 2.2 *Cadre de référence cantonal*
- 2.3 *Mise en œuvre*
- 2.4 *Objet de l'accord*
- 2.5 *Procédure de consultation*

**3. Commentaire article par article**

**4. Conséquences**

- 4.1 *Conséquences financières*
- 4.2 *Autres conséquences*

**5. Conclusion**

**1. CHAMP D'APPLICATION**

La pédagogie spécialisée s'étend à toutes les mesures d'aide, à caractère pédagogique, pour les enfants et les jeunes de 0 à 20 ans nécessitant des mesures spécifiques à leurs besoins de formation. Elle comprend principalement:

Les mesures scolaires spécialisées	Mesures d'enseignement spécialisé ou de soutien attribuées à des enfants présentant des besoins éducatifs particuliers dans les écoles ordinaires ou dans les classes spécialisées
Les prestations pédago-thérapeutiques	Education précoce spécialisée Psychomotricité, logopédie, encadrement et soutien psychologique

**2. INTRODUCTION**

A titre d'introduction, il est utile de situer cet accord dans le contexte de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) et de sa mise en œuvre au niveau fédéral et cantonal, même si l'accord lui-même n'aborde aucune question liée à la compensation des charges.

<sup>1</sup> Le terme pédagogie spécialisée, enseignement spécialisé et formation scolaire spéciale sont employés indistinctement dans le texte.

**2.1 Cadre de référence intercantonal**

La formation scolaire spéciale figure parmi les 39 domaines de tâches touchés par la RPT<sup>2</sup> que le peuple et les cantons ont acceptée le 28 novembre 2004. Cette réforme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Depuis cette date, les cantons ont l'entière responsabilité juridique et financière de l'enseignement spécialisé qui était jusqu'au 31 décembre 2007 financé et régi par l'assurance invalidité (AI).

La coordination de ce transfert a été confiée à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) qui a élaboré un accord dans le but de définir un cadre commun à tous les cantons pour la définition des ayants droit et l'offre de base dans le domaine de la formation scolaire spéciale. Cet accord a été adopté par l'assemblée plénière de la CDIP le 25 octobre 2007. Il vient compléter les autres accords intercantonaux conclus sous l'égide de la CDIP: le concordat scolaire de 1970 qui régit les paramètres structurels fondamentaux de l'école, qui a été actualisé et élargi par l'accord intercantonal sur l'harmonisation de l'école obligatoire (dit concordat HarmoS) adopté le 14 juin 2007 et également en cours de ratification.

L'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée est soumis pour ratification aux cantons. Le Parlement fédéral a toutefois fixé un délai transitoire de trois ans (entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2010) délai au cours duquel les cantons doivent développer leur propre concept. Pendant cette période les cantons ont l'obligation de garantir l'offre assurée jusqu'en 2007 par l'AI tant en volume qu'en qualité.

L'accord entrera en vigueur dès que 10 cantons au moins y auront adhéré, mais au plus tôt au terme du délai transitoire, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Six cantons ont adhéré à l'accord à ce jour (état au 20 octobre 2009): Obwald, Schaffhouse, Valais, Genève, Lucerne, Vaud. Le Grand Conseil du canton d'Uri a décidé d'adhérer; l'accord est cependant soumis au référendum.

**2.2 Cadre de référence cantonal**

Le 12 juin 2007 le Grand Conseil a adopté la loi adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le message N° 18 du 7 mai 2007 accompagnant ce texte fait un état des lieux complet des travaux liés à la RPT notamment des incidences financières pour le canton et les communes, y compris les dépenses liées à la formation scolaire spéciale.

Jusqu'au 31 décembre 2007, la formation scolaire spéciale était gérée dans le canton par deux directions: la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) responsable des questions financières liées aux écoles spécialisées et la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) pour les questions pédagogiques. Le Conseil d'Etat avait pris la décision de réunir ces deux compétences au sein de la DICS en 2005 avec effet à l'entrée en vigueur de la RPT. En vue de cette échéance, les deux directions ont mandaté un groupe de travail pour identifier les mesures à prendre pour préparer cette réfor-

<sup>2</sup> Décrits dans l'annexe du Rapport N° 230 du 8 novembre 2005 sur la mise en œuvre dans le canton de Fribourg de la RPT.

me. Celui-ci a remis son rapport le 30 avril 2007 dont le Conseil d'Etat a pris acte le 10 juillet 2007. Ce rapport recommandait entre autres la création d'un service au sein de la DICS responsable de l'ensemble des activités liées à l'enseignement spécialisé et la constitution d'un groupe de travail dénommé «Mise en œuvre RPT et organisation des mesures de soutien à la formation scolaire» pour la préparation du concept cantonal.

### 2.3 Mise en œuvre

Le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aides (SESAM) a commencé ses activités officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 2008, date de l'entrée en vigueur de la RPT. Le groupe de travail présidé par la Directrice de l'instruction publique a été constitué au courant de l'automne 2007 et a débuté ses travaux le 12 décembre 2007. Chargé de coordonner les travaux de 14 sous-groupes, le groupe de travail a deux ans pour élaborer le concept cantonal. L'état d'avancement des travaux figure sur le site [www.resonfr.ch](http://www.resonfr.ch) spécifiquement créé à cette fin. Le concept sera soumis pour approbation au Conseil d'Etat courant 2010, puis au Grand Conseil dans la mesure où il impliquera des modifications législatives. Ce concept doit se conformer aux principes édictés dans l'accord intercantonal soumis ici pour ratification.

### 2.4 Objet de l'accord

L'accord pose un cadre commun à tous les cantons pour déterminer les ayants droit et définir l'offre de base dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Il développe également des instruments communs à tous les cantons. Annexés à l'accord et faisant partie intégrante de celui-ci, ces instruments sont au nombre de trois: une terminologie commune, des standards de qualité et une procédure standardisée d'évaluation des besoins individuels. Les deux premiers instruments ont été adoptés par l'Assemblée plénière de la CDIP le 25 octobre 2007 en même temps que l'accord; le troisième est en cours d'élaboration.

### 2.5 Procédure de consultation

L'accord ainsi que l'annexe portant sur la terminologie commune et l'annexe sur les standards de qualité ont fait l'objet d'une large procédure de consultation organisée par la CDIP auprès des gouvernements cantonaux, des organes faïtières des organisations professionnelles et d'associations nationales de personnes handicapées en 2006 et 2007.

Le Conseil d'Etat a, à son tour, consulté les directions concernées et les associations professionnelles et de personnes handicapées actives dans le canton. Pour le Grand Conseil, c'est la Commission des affaires extérieures qui a analysé le texte et fait part de ses observations. Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation lors de sa séance du 9 janvier 2007 sur la base d'un premier rapport faisant une synthèse des réponses des directions et organismes concernés dans le canton, déposé le 4 décembre 2006. Un deuxième rapport sur les annexes a été établi le 15 septembre 2007. Ces deux consultations ont fait ressortir une large adhésion de toutes les parties concernées aux principes de l'accord.

## 3. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

### Art. 1 But

L'article premier décrit le but général de collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée en rappelant les obligations qui découlent de la Constitution fédérale, de l'accord HarmoS et de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand). L'article 62 al. 3 de la Constitution fédérale prévoit en effet que «*les cantons pourvoient à une formation spéciale suffisante pour les enfants et les adolescents handicapés, au plus tard jusqu'à leur 20<sup>e</sup> anniversaire*». La LHand impose aux cantons de lever toute inégalité pour les handicapés (art. 1) et les contraint dans son article 20 d'octroyer un enseignement de base adapté aux besoins spécifiques des enfants handicapés et exige qu'ils encouragent l'intégration des enfants et adolescents handicapés dans l'école ordinaire. Ce but est clairement énoncé dans cet article premier et rappelé dans le deuxième.

### Art. 2 Principes de base

Le deuxième article énonce les quatre principes essentiels sur lesquels repose l'enseignement spécialisé. Le premier de ces principes intègre l'enseignement spécialisé dans le mandat public de formation: il est la conséquence du transfert engendré par la RPT et des prestations associées de l'assurance invalidité au canton qui substitue la notion d'élève à celle d'assuré. L'enseignement spécialisé est de ce fait confié à l'autorité cantonale de l'instruction publique dans chaque canton. Cette évolution s'est réalisée dans le canton de Fribourg par le transfert de la compétence financière de l'enseignement spécialisé de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), de l'Office cantonal de l'assurance invalidité et de la DSAS à la DICS le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le deuxième principe rappelle le but de l'accord qui est de favoriser l'intégration des élèves en situation de handicap au sein des classes régulières. Ce principe n'est pas un droit intrinsèque et absolu: il prend en compte le besoin de l'enfant et de la classe.

Le troisième principe garantit la gratuité de l'enseignement spécialisé. En application de l'article 1 de l'accord et conformément à l'article 62 al. 2 de la Constitution fédérale, l'enseignement spécialisé est par analogie avec l'école publique, gratuit. Dans cette logique, comme pour les enfants de l'école régulière, les autorités publiques peuvent être appelées à exiger une contribution financière des parents pour les repas et la prise en charge en dehors des heures de classe.

Enfin, l'accord consacre le droit du titulaire de l'autorité parentale d'être associé à la décision relative à l'attribution des mesures de pédagogie spécialisée. L'étendue de ce droit devra être définie dans le concept cantonal.

### Art. 3 Les ayants droit

L'article 3 définit le droit aux mesures d'enseignement spécialisé en unifiant et simplifiant ce droit. Celui-ci reprend les principes qui régissent l'accès à l'école ordinaire comme le lieu de séjour et le domicile légal, et ceux de l'AI pour ce qui concerne les limites d'âge. Le droit à une formation scolaire spéciale dépasse celui de la scolarité obligatoire: des mesures d'enseignement spécialisé peuvent être envisagées avant l'entrée à l'école s'il est établi que le développement de l'enfant est entravé ou

menacé. L'élève a droit à un enseignement spécialisé au cours de sa scolarité obligatoire s'il est établi qu'il ne peut suivre l'école ordinaire sans soutien supplémentaire. Enfin après la scolarité obligatoire, les cantons sont appelés à assumer les frais de formation et les mesures pédo-thérapeutiques dans la période de transition qui relie l'école obligatoire à la formation professionnelle. Ces dernières mesures s'appliquent également avant la scolarité obligatoire.

#### **Art. 4 Offre de base**

L'article 4 détermine l'offre de base minimale que les cantons s'engagent à assurer. Il s'agit ici d'un minimum, les cantons étant libres d'étoffer le catalogue des prestations proposées. Cette offre ne doit pas être nécessairement organisée à l'intérieur du canton; elle peut être organisée au niveau régional, pour les situations de handicap plus rares notamment. L'offre de base comprend quatre éléments:

- (1) les mesures qui relèvent de l'enseignement spécialisé proprement dit appliquées dans l'école ordinaire ou dans l'école spécialisée. Il peut s'agir de mesures ponctuelles ou régulières, intensives ou permanentes.
- (2) les mesures dites «pédo-thérapeutiques» qui peuvent accompagner l'enseignement proprement dit comme l'éducation précoce spécialisée, la logopédie et la psychomotricité. A cela s'ajoute le conseil et le soutien apportés aux parents et personnes impliquées face à certaines formes de handicap.
- (3) la prise en charge de jour ou en internat dans une institution spécialisée avec repas, encadrement et soins pour les élèves qui ont besoin d'encadrement plus soutenu.
- (4) l'organisation et le financement des transports entre le lieu de domicile et l'école ou le lieu de thérapie pour les enfants qui du fait de leur handicap ne peuvent se déplacer par leur propre moyen. Les cantons sont libres d'organiser les transports comme ils l'entendent.

Cette offre reprend dans les faits ce qui était financé jusqu'ici par l'AI. Elle exclut les autres mesures dites médicales comme la physiothérapie, l'ergothérapie et les moyens auxiliaires qui continueront à être financées par l'AI. L'offre que les cantons doivent assurer est définie en détail dans la «Terminologie uniforme» annexée au concordat. Les cantons sont tenus de s'y référer (cf. art. 1 let. c).

#### **Art. 5 Définition des mesures renforcées**

L'article 5 opère une distinction entre les mesures de pédagogie spécialisée simples pour lesquelles les ressources sont attribuées collectivement au niveau de l'établissement scolaire (services auxiliaires scolaires par exemple) des mesures renforcées pour lesquelles les ressources sont attribuées spécifiquement à l'enfant au travers d'une procédure d'évaluation indépendante. Les mesures simples sont aussi qualifiées de bas seuil ou collectives selon les cantons. Les mesures renforcées regroupent quand à elles les mesures de haut seuil ou individuelles. Leur contenu variera dans chaque canton en fonction de l'autonomie accordée aux établissements scolaires.

Cet article marque le passage de la notion médicale du handicap axée sur l'individu qui caractérisait le financement de l'AI à la notion sociale introduite par l'Organisa-

tion mondiale de la santé (OMS) avec la nouvelle classification internationale du fonctionnement et du handicap (CIF). Lorsque l'établissement scolaire ne peut plus répondre aux besoins pédagogiques de l'élève, les mesures nécessaires sont déterminées au travers d'une procédure d'évaluation indépendante qui examinera les besoins de l'enfant en fonction de ses propres capacités et son environnement familial, social et scolaire.

L'alinéa 1 inscrit ce passage obligé avant de pouvoir décider de l'attribution d'une mesure renforcée.

L'alinéa 2 édicte les critères qui devront distinguer les mesures simples des mesures renforcées. Ceux-ci sont au nombre de quatre: (1) la durée, (2) l'intensité, (3) le niveau élevé de spécialisation des intervenants ainsi que (4) les conséquences sur la vie quotidienne de l'enfant, son environnement social ou son parcours. Bien que le coût ne constitue pas en lui-même un critère, les mesures renforcées entraîneront dans la majorité des cas des coûts importants. C'est pourquoi il est déterminant de définir clairement la procédure de décision. Celle-ci fait l'objet de l'article 6.

#### **Art. 6 Autorités compétentes pour l'attribution des mesures**

Cette disposition introduit un certain nombre de garde-fous pour éviter l'explosion des coûts et garantir une égalité de traitement entre les enfants qui ont des besoins spécifiques: il instaure une procédure formelle de décision dans chaque canton qui sépare l'autorité de décision et d'évaluation, du prestataire, pour éviter l'auto-attribution; il prévoit une révision régulière des mesures pour vérifier leur pertinence.

#### **Art. 7 Instruments d'harmonisation et de coordination**

A l'instar de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, l'accord sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée prévoit des instruments d'harmonisation, d'assurance et de développement de la qualité applicables au niveau national.

L'alinéa 1 édicte les trois instruments de base qui devront soutenir la coordination et la qualité dans l'offre et les prestations de pédagogie spécialisée:

- (1) Les cantons sont appelés à utiliser une terminologie uniforme dans leur législation et leur concept cantonal. Celle-ci a été adoptée par l'assemblée plénière de la CDIP le 25 octobre 2007.
- (2) Les standards de qualité adoptés par la CDIP le 25 octobre 2007 qui figurent dans l'annexe 2 de l'accord constituent des critères de base pour la reconnaissance des prestataires par les cantons. Ceux-ci sont suffisamment généraux pour laisser à chaque canton la liberté d'édicter des critères plus exigeants s'il le souhaite.
- (3) L'instrument commun qui servira de base à l'élaboration de la procédure d'évaluation des besoins dans chaque canton n'est pas encore finalisé. La CDIP a mandaté à cet effet un groupe d'experts pour élaborer une grille d'évaluation inspirée de la classification internationale du fonctionnement et du handicap et de la santé (CIF) de l'Organisation mondiale de la santé qui devrait être mise à l'épreuve à titre expérimental au courant de cette année.

L'alinéa 2 confie à la CDIP, comme dans le cadre d'Har-moS, la responsabilité du développement et de la validation scientifiques de ces instruments.

L'alinéa 3 investit l'assemblée plénière de la CDIP de l'adoption de ces instruments à la majorité des deux tiers. Comme précisé plus haut, deux de ces instruments ont déjà été avalisés par l'assemblée plénière de la CDIP après consultation de toutes les parties concernées: organisations faïtières nationales d'enseignant-e-s, de parents et d'institutions pour enfants en situation de handicap. La DICS a soumis ces instruments pour consultation auprès des interlocuteurs cantonaux et communiqué à la CDIP leur prise de position en 2007 avant leur adoption par la CDIP.

Enfin l'alinéa 4 appelle la prise en compte de la pédagogie spécialisée dans le cadre du monitoring national de l'éducation (cf. message N° 102 du 28 octobre 2008 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant les projets de loi concernant l'adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire et à la convention scolaire romande – HARMOS). Il s'agit d'améliorer les bases statistiques, aujourd'hui lacunaires, dans le domaine de l'enseignement spécialisé. Les analyses portant sur le financement et l'efficacité des diverses mesures de pédagogie spécialisée devront permettre de renforcer les capacités de pilotage de celle-ci. Des analyses pourront également être faites sous l'angle de l'enseignement par rapport aux objectifs d'apprentissage.

#### **Art. 8 Les plans d'étude**

L'article 8 consacre le principe de l'uniformité des plans d'études dans le domaine de la scolarité obligatoire, qu'il s'agisse d'enseignement ordinaire ou spécialisé. Les niveaux d'exigence correspondants seront établis par référence aux objectifs d'apprentissage et aux standards de formation fixés pour l'école ordinaire, mais en tentant compte des situations individuelles très variables de chaque élève concerné.

#### **Art. 9 Formation des enseignants et du personnel**

Cet article garantit un niveau minimum de formation dans l'enseignement spécialisé. A l'instar de ce qu'exigeait l'OFAS sous le régime de l'AI les cantons doivent maintenir dans leur concept cantonal des exigences minimum en termes de qualification du corps enseignant et du personnel, aussi bien pour l'engagement du personnel dans les écoles publiques que dans les écoles spécialisées relevant du droit privé.

La CDIP a réglementé les conditions minimales de reconnaissance des diplômes pour l'enseignement spécialisé, la logopédie et la psychomotricité. La formation pour l'éducation précoce spécialisée qui n'a jamais été réglementée jusqu'ici fait l'objet d'un projet de règlement qui a été soumis en première lecture à l'assemblée plénière de la CDIP le 13 mars 2008. Il intègre l'éducation précoce spécialisée dans l'ensemble des filières de formation en pédagogie spécialisée qui devient ainsi une orientation spécifique de la formation d'enseignant-e spécialisé-e.

La formation continue est du ressort des Hautes Ecoles. Les cantons sont appelés à maintenir une collaboration avec les professionnels, les associations spécialisées et les centres de compétence actifs dans ce domaine.

L'alinéa 2 encourage la collaboration intercantonale afin d'assurer de manière rationnelle et coordonnée une offre adéquate.

#### **Art. 10 Communication entre les cantons et la CDIP**

Les cantons sont appelés à désigner un bureau de liaison cantonal chargé des questions relatives à l'enseignement spécialisé pour assurer la communication avec la CDIP. Il s'agit ici de poursuivre et entretenir l'étroite coopération qui existe déjà entre la Commission de l'enseignement spécialisé de chacune des deux conférences régionales – la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) et la Conférence régionale de la Suisse du nord-ouest (NW EDK) – et la CDIP. Le service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM) qui est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2008 a été désigné comme bureau de liaison.

#### **Art. 11 Prestations extracantonales**

L'article 11 régit le financement des prestations fournies par des écoles spécialisées hors canton à des enfants séjournant dans le canton. Ces prestations sont régies par la Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS). Cette convention adoptée par la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales le 13 décembre 2002 à laquelle le Grand Conseil fribourgeois a voté l'adhésion le 10 février 2004 (RSF 834.0.4) et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006 a également été conçue notamment pour servir de base aux échanges intercantonaux dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Il restait à définir dans la convention les critères nécessaires pour régler administrativement et financièrement les placements extracantonaux pour les ayants droit au sens du présent accord. La CIIS a été adaptée comme suit: «*Les institutions à caractère résidentiel qui, sur la base de la législation fédérale ou cantonale, accueillent des personnes jusqu'à l'âge de 20 ans révolus ou au plus jusqu'à la fin de leur première formation, pour autant qu'elles aient été admises ou placées dans une institution avant l'accession à la majorité.*». La nouvelle version de la CIIS sera soumise pour ratification prochainement. Comme pour l'école ordinaire, le principe du lieu de séjour vaut également pour les écoles spécialisées.

#### **Art. 12 Adhésion**

Les cantons qui auront approuvé l'adhésion au présent accord à l'issue de la procédure de ratification organisée en vertu de leur droit cantonal respectif seront appelés à déclarer cette adhésion au Comité de la CDIP.

#### **Art. 13 Dénonciation**

Les cantons ayant adhéré à l'accord ont le droit de le dénoncer auprès du Comité de la CDIP. La dénonciation prend effet au terme de trois ans après la déclaration de dénonciation.

#### **Art. 14 Délai d'exécution**

Les cantons qui adhèrent à l'accord après le 31 décembre 2010 seront tenus de l'appliquer six mois après sa ratification.

#### **Art. 15 Entrée en vigueur**

L'accord entre en vigueur sur décision du Comité de la CDIP dès que 10 cantons y auront adhéré, mais au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour laisser le temps aux cantons

de se doter de leur propre concept d'enseignement spécialisé. L'entrée en vigueur de l'accord doit être notifiée à la Confédération.

La Constitution fédérale prévoit dans son article 48 al.1 la possibilité d'obliger – sur demande des cantons intéressés – les cantons à adhérer à des conventions inter-cantoniales. Pour l'enseignement spécialisé, cette clause ne s'applique qu'aux écoles spécialisées qui gèrent une structure de jour ou à caractère résidentiel. Cette force générale obligatoire ne peut être décrétée pour l'intégralité de l'accord. Ceci ne diminue en rien l'importance nationale de cet accord qui constitue le cadre de référence pour l'élaboration des concepts cantonaux.

#### **Art. 16 Principauté du Lichtenstein**

Cette dernière disposition laisse à la Principauté du Lichtenstein la possibilité d'adhérer à l'accord avec les mêmes droits et obligations que les cantons.

### **4. CONSÉQUENCES**

#### **4.1 Conséquences financières**

L'adhésion à l'accord n'entraîne pas en soi de coûts supplémentaires en terme financier ou de personnel. Cette adhésion se situe dans un contexte plus large qui est celui de la RPT et de la réforme de l'enseignement spécialisé. Le rapport qui a été remis par le groupe de travail «Organisation de l'enseignement spécialisé et des services auxiliaires» examiné par le Conseil d'Etat le 10 juillet 2007 (téléchargeable à l'adresse [http://admin.fr.ch/fr/data/pdf/sesam/gt\\_rpt\\_rapport\\_final\\_070430.pdf](http://admin.fr.ch/fr/data/pdf/sesam/gt_rpt_rapport_final_070430.pdf)) décrit de manière détaillée les conséquences de la RPT dans le domaine de la formation scolaire spéciale.

L'incidence financière du retrait de l'AI dans la formation scolaire spéciale, et de la compensation de cette incidence pour les communes a été traitée de manière globale en 2007 (cf. message N° 18 du 7 mai 2007). En ce qui concerne la répartition des charges entre le canton et les communes, la charge des frais de formation scolaire spécialisée et des mesures pédago-thérapeutiques reste inchangée: à l'instar du financement des services auxiliaires scolaires (art. 108 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation) le financement des frais des écoles spécialisées est réparti entre les communes (55%) et le canton (45%) (art. 9 de la loi du 20 mai 1986 d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées). S'y est ajouté pour l'Etat et les communes, selon une clé de répartition identique, le financement des prestations offertes par les thérapeutes indépendantes (conformément à la loi du 19 juin 2008 concernant le financement des mesures de nature pédago-thérapeutique dispensées par des prestataires privés agréés).

Le transfert du financement de la pédagogie spécialisée au canton a entraîné la création d'un nouveau service dont la dotation avait été évaluée au départ, dans la phase transitoire (cf. page 25 du rapport du 10 juillet 2007), à 4.5 EPT pour assurer la mission administrative du service, à l'exclusion du suivi pédagogique des élèves. L'estimation des besoins administratifs du service avait été faite sur la base de chiffres qui avaient été communiqués par l'Office fédéral des assurances sociales, l'Office de l'assurance invalidité du canton de Fribourg et la DSAS. Celle-ci s'est révélée inférieure à la charge administrative

réelle qui a dû être assurée entretemps par une dotation de 2 EPT supplémentaires. La mission de surveillance pédagogique du service est assurée par 2.75 postes transférés d'autres services de la DICS. Le service compte aujourd'hui un total de 9.25 EPT.

Comme indiqué ci-dessus, l'adhésion au Concordat n'entraîne pas en soi de coûts supplémentaires pour l'Etat et les communes. Le concept cantonal de l'enseignement spécialisé en préparation ayant pour objectif l'amélioration des conditions d'intégration des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers dans l'école ordinaire, il pourrait dès lors entraîner une réorganisation des structures concernées. Diverses propositions de solutions seront élaborées d'ici 2011 dans le cadre du groupe de travail mandaté pour élaborer le concept prémentionné. C'est à l'issue de ces travaux que les modifications législatives nécessaires, en particulier celles de la loi sur l'enseignement spécialisé, seront élaborées et que les conséquences financières pourront être détaillées.

#### **4.2 Autres conséquences**

Le projet de loi est conforme à l'article 5 de la Constitution fribourgeoise qui oblige le canton à collaborer avec les autres cantons. Il vient même renforcer la pratique de la collaboration déjà intense dans le domaine de l'instruction publique entre le canton de Fribourg et les autres cantons. Le projet est également conforme au droit fédéral et va dans le sens d'une eurocompatibilité accrue.

### **5. CONCLUSION**

En conclusion le Conseil d'Etat vous invite à voter le projet de loi qui porte l'adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007.

---

#### **BOTSCHAFT Nr. 167** 3. November 2009 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik<sup>1</sup> vorzulegen. Die Botschaft, welche diesen Gesetzesentwurf begleitet, ist wie folgt aufgebaut:

##### **1. Anwendungsbereich**

##### **2. Einführung**

- 2.1 *Interkantonaler Referenzrahmen*
- 2.2 *Kantonaler Referenzrahmen*
- 2.3 *Umsetzung*
- 2.4 *Gegenstand der Vereinbarung*
- 2.5 *Vernehmlassungsverfahren*

<sup>1</sup> Die Ausdrücke «Sonderpädagogik», «Sonderschulung» oder «schulische Sonderausbildung» werden im Text ohne Unterschied verwendet.

### 3. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

#### 4. Auswirkungen

##### 4.1 Finanzielle Auswirkungen

##### 4.2 Andere Auswirkungen

#### 5. Schlussbemerkung

## 1. ANWENDUNGSBEREICH

Die Sonderpädagogik umfasst alle Hilfsmassnahmen pädagogischer Art für Kinder und Jugendliche im Alter von 0 bis 20 Jahren, die für ihre Ausbildung besondere Massnahmen benötigen. Sie beinhaltet hauptsächlich:

Die andersschulischen Massnahmen:	Sonderschulische Massnahmen oder Unterstützung für Kinder mit besonderen Förderbedürfnissen in einer Regelschule oder in einer Sonderschule
Die pädagogisch-therapeutischen Leistungen:	Heilpädagogische Früherziehung Psychomotorik, Logopädie, Psychologische Betreuung und Unterstützung

## 2. EINFÜHRUNG

Als Einführung soll diese Vereinbarung im Rahmen der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) sowie deren Umsetzung auf nationaler und kantonaler Stufe situiert werden, obwohl die Vereinbarung selber den Lastenausgleich nicht behandelt.

### 2.1 Interkantonaler Referenzrahmen

Der Sonderschulunterricht figuriert unter den 39 Aufgabenbereichen, welche durch die NFA<sup>1</sup> betroffen sind. Diese Reform ist am 28. November 2004 vom Volk und von den Kantonen angenommen worden und am 1. Januar 2008 in Kraft getreten. Seit diesem Datum tragen die Kantone die alleinige rechtliche und finanzielle Verantwortung für die Sonderschulung, welche bis am 31. Dezember 2007 von der Invalidenversicherung (IV) finanziert und geregelt wurde.

Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) wurde mit der Koordination dieses Transfers betraut. Um für alle Kantone einen einheitlichen Rahmen zur Definition der Anspruchsberechtigten und des Grundangebots im Rahmen der Sonderschulung festzusetzen, erarbeitete die EDK eine Vereinbarung, die am 25. Oktober 2007 von der Plenarversammlung der EDK angenommen wurde. Sie vervollständigt die anderen interkantonalen Vereinbarungen, welche die EDK erarbeitet hat: das Schulkonkordat von 1970, welches die Grundstrukturen der Schule leitet und das durch die interkantonale Harmonisierung der obligatorischen Schule (Konkordat HarmoS) aktualisiert und erweitert wurde. HarmoS wurde am 14. Juni 2007 angenommen und befindet sich im Beitrittsverfahren.

<sup>1</sup> Beschrieben im Anhang des Berichts Nr. 230 vom 8. November 2005 Umsetzung der NFA im Kanton Freiburg.

Die interkantonale Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik wird den Kantonen zur Ratifizierung vorgelegt. Das eidgenössische Parlament hat allerdings eine dreijährige Übergangsphase festgelegt (zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2010). In dieser Zeitspanne müssen die Kantone ihr eigenes Konzept entwickeln und haben die von der IV bis 2007 übernommenen Leistungen in Qualität und Umfang weiterhin zu gewährleisten.

Die Vereinbarung wird in Kraft treten, sobald mindestens 10 Kantone beigetreten sind, jedoch frühestens am Ende der Übergangsphase, also am 1. Januar 2011. Bisher sind sechs Kantone der Vereinbarung beigetreten (Stand am 20. Oktober 2009): Obwalden, Schaffhausen, Wallis, Gené, Luzern und Waadt. Der Landrat des Kantons Uri hat den Beitritt beschlossen; allerdings wurde dagegen ein Referendum eingereicht.

### 2.2 Kantonaler Referenzrahmen

Am 12. Juni 2007 hat der Grosse Rat ein Gesetz angenommen, mit dem gewisse Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und den Kantonen angepasst wurden. Die Botschaft Nr. 18 vom 7. Mai 2007 zu diesem Gesetzesentwurf enthält eine umfassende Bestandesaufnahme der Arbeiten im Rahmen der NFA, insbesondere der finanziellen Auswirkungen für den Kanton und die Gemeinden, einschliesslich der gebundenen Ausgaben für die Sonderschulung.

Bis zum 31. Dezember 2007 waren im Kanton zwei Direktionen für die Sonderschulung zuständig: Die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) war verantwortlich für die mit der Finanzierung der Sonderschulung verbundenen Fragen und die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) für die pädagogischen Fragen. 2005 beschloss der Staatsrat, beide Aufgabenbereiche der EKSD zu unterstellen, und zwar mit dem Inkrafttreten der NFA. Im Hinblick dieses bevorstehenden Aufgabentransfers betrauten beide Direktionen eine Arbeitsgruppe mit der Festlegung der Massnahmen, die zur Vorbereitung dieser Reform zu ergreifen waren. Die Arbeitsgruppe hat ihren Bericht am 30. April 2007 übergeben und der Staatsrat nahm am 10. Juli 2007 davon Kenntnis. Dieser Bericht empfahl unter anderem die Errichtung eines für die gesamten Tätigkeiten der Sonderschulung verantwortlichen Dienstes bei der EKSD und die Einsetzung einer Arbeitsgruppe «Umsetzung der NFA und Organisation der Unterstützungsmassnahmen in der Schulbildung», dies als Vorbereitung des kantonalen Konzepts.

### 2.3 Umsetzung

Das Amt für Sonderpädagogik (SoA) hat seine Tätigkeit offiziell am 1. Januar 2008 aufgenommen, also gleichzeitig mit dem Inkrafttreten der NFA. Die von der Direktorin der Erziehungsdirektion präsidierte Arbeitsgruppe wurde im Herbst 2007 zusammengestellt und hat am 12. Dezember 2007 mit ihrer Arbeit begonnen. Die Arbeitsgruppe, die mit der Koordination der Arbeiten der 14 Untergruppen betraut ist, hat zwei Jahre Zeit, um das kantonale Konzept zu erarbeiten. Der aktuelle Stand der Arbeiten ist unter [www.resonfr.ch](http://www.resonfr.ch) zu finden. Diese Webseite wurde speziell zu diesem Zweck geschaffen. Im Laufe des Jahres 2010 wird das Konzept dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt, dann dem Grossen Rat, falls das Konzept gesetzliche Änderungen nach sich ziehen

sollte. Dieses Konzept muss sich nach den Grundsätzen der interkantonalen Vereinbarung richten, welche hier der Ratifizierung unterliegt.

## **2.4 Gegenstand der Vereinbarung**

Die Vereinbarung setzt den Kantonen einen gemeinsamen Rahmen, um die Anspruchsberechtigten zu bestimmen und das Grundangebot im Bereich der Sonderpädagogik festzulegen. Sie beinhaltet zudem auch Instrumente, welche für alle Kantone verbindlich sind. Der Vereinbarung beigelegt und integraler Bestandteil davon sind die folgenden drei Instrumente: eine gemeinsame Terminologie, Qualitätsstandards für Leistungserbringer und ein standardisiertes Abklärungsverfahren für die Ermittlung des individuellen Bedarfs. Die beiden ersten Instrumente wurden von der Plenarversammlung der EDK am 25. Oktober 2007 gleichzeitig mit der Vereinbarung angenommen; das dritte Instrument befindet sich in Bearbeitung.

## **2.5 Vernehmlassungsverfahren**

Die Vereinbarung sowie der Anhang über die gemeinsame Terminologie und der Anhang über die Qualitätsstandards für die Leistungsanbieter waren 2006 und 2007 Gegenstand einer breiten Vernehmlassung durch die EDK bei den kantonalen Regierungen, den Dachverbänden der Berufsvereinigungen und bei den nationalen Behinderungsorganisationen.

Auch der Staatsrat befragte die betroffenen Direktionen und die Berufsvereinigungen sowie die im Kanton tätigen Behindertenorganisationen. Für den Grossen Rat hat die Kommission für auswärtige Angelegenheiten den Text analysiert und ihre Kommentare angebracht. Am 9. Januar 2007 nahm der Staatsrat Stellung zur Vernehmlassung, und zwar gestützt auf einen ersten Bericht vom 4. Dezember 2006, in dem die Antworten der verschiedenen Direktionen und der betroffenen Organisationen des Kantons zusammengefasst wurden. Am 15. September 2007 wurde ein zweiter Bericht über die Anhänge verfasst. Die beiden Vernehmlassungen ergaben, dass die Grundbestimmungen der Vereinbarung bei allen Beteiligten auf breite Zustimmung stossen.

## **3. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN**

### **Art. 1 Zweck**

Artikel 1 beschreibt den allgemeinen Zweck der Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik und verweist auf die Verpflichtungen, die sich aus der Bundesverfassung, dem HarmoS-Konkordat und dem Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG) ergeben. Artikel 62 Abs. 3 der Bundesverfassung sieht vor, dass die Kantone für eine ausreichende Sonderschulung für behinderte Kinder und Jugendliche sorgen müssen, und dies längstens bis zum vollendeten 20. Altersjahr. Das BehiG verpflichtet die Kantone, alle Benachteiligungen für Behinderte zu beseitigen (Art. 1) und den behinderten Kindern und Jugendlichen eine ihren besonderen Bedürfnissen angepasste Grundausbildung zu gewähren (Art. 20). Zudem haben sie die Integration von behinderten Kindern und Jugendlichen in die Regelschule zu

fördern. Dieses Ziel wird in diesem ersten Artikel klar formuliert und im zweiten Artikel wiederholt.

### **Art. 2 Grundsätze**

Artikel 2 beschreibt die vier Grundsätze, auf die sich die Sonderpädagogik stützt. Der erste Grundsatz integriert die Sonderschulung in den öffentlichen Bildungsauftrag: Dies ist das Ergebnis des durch die NFA bedingten Transfers von Leistungen der Invalidenversicherung an den Kanton, wobei anstelle der «Versicherten» die «Schülerinnen und Schüler» treten. Die Sonderschulung wird demnach der kantonalen Bildungsbehörde jedes Kantons anvertraut. Im Kanton Freiburg wurde dieser Transfer vollzogen, indem die finanzielle Zuständigkeit für die Sonderschulung am 1. Januar 2008 vom Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV), von der IV-Stelle des Kantons und von der GSD an die EKSD übertragen wurde.

Der zweite Grundsatz unterstreicht das Ziel der Vereinbarung, welches darin besteht, Schülerinnen und Schüler mit Behinderungen in die Regelklassen zu integrieren. Dieser Grundsatz ist aber weder ein absolutes noch ein uneingeschränktes Recht: Es berücksichtigt die Bedürfnisse der Schülerin/des Schülers und der Klasse.

Der dritte Grundsatz gewährleistet die Unentgeltlichkeit der Sonderschulung. Gemäss Artikel 1 der Vereinbarung und Artikel 62 Abs. 2 der Bundesverfassung ist die Sonderschulung ebenso wie die öffentliche Schule kostenlos. Somit können die Eltern von den Behörden verpflichtet werden, einen finanziellen Beitrag für die Mahlzeiten und die ausserschulische Betreuung zu entrichten, wie dies auch bei den Kindern der Regelschulen der Fall ist.

Die Vereinbarung räumt den Erziehungsberechtigten bei der Entscheidung über sonderpädagogische Massnahmen ein Mitspracherecht ein. Der genaue Umfang dieses Mitspracherechts sollte im kantonalen Konzept festgelegt werden.

### **Art. 3 Die Anspruchsberechtigten**

Artikel 3 legt den Anspruch auf Sonderschulung fest, wobei er diesen Anspruch vereinheitlicht und vereinfacht. Dieser übernimmt die Grundsätze, welche den Besuch der Regelschule regeln, wie den Aufenthaltsort und den zivilrechtlichen Wohnsitz, sowie auch die Eckwerte der IV hinsichtlich der Altersgrenzen. Der Anspruch auf Sonderschulung übersteigt denjenigen der Regelschule: Sonderpädagogische Massnahmen können vor dem Schuleintritt erfolgen, wenn festgestellt wird, dass die Entwicklung des Kindes verlangsamt oder gefährdet ist. Schülerinnen und Schüler haben während der obligatorischen Schulzeit Anrecht auf Sonderschulung, wenn feststeht, dass sie dem normalen Unterricht ohne zusätzliche Unterstützung nicht folgen können. Nach Abschluss der obligatorischen Schulzeit sind die Kantone aufgerufen, während der Übergangszeit zwischen der obligatorischen Schule und der Berufsausbildung für die Ausbildungskosten und die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen aufzukommen. Diese Massnahmen kommen auch vor der obligatorischen Schulzeit zur Anwendung.

### **Art. 4 Grundangebot**

Der Artikel 4 definiert das minimale Grundangebot, welches die Kantone garantieren müssen. Es handelt sich hier um ein Minimum; die Kantone können das Angebot auch erweitern. Dieses Angebot muss nicht unbedingt

kantonal geregelt werden; es kann, vor allem bei seltenen Behinderungen, regional organisiert werden. Das Grundangebot umfasst vier Komponenten:

- (1) Die eigentlichen sonderpädagogischen Massnahmen in einer Regelschule oder in einer Sonderschule. Sie können punktuell oder regelmässig, intensiv oder dauerhaft erfolgen.
- (2) Die sogenannten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen, welche den normalen Unterricht begleiten können: heilpädagogische Früherziehung, Logopädie und Psychomotorik. Hinzu kommen die Beratung und die Unterstützung für die Eltern sowie für andere beteiligte Personen, die von bestimmten Behinderungen betroffen sind.
- (3) Die Tagesbetreuung oder stationäre Betreuung in einer spezialisierten Einrichtung mit Mahlzeiten, Begleitung und Pflege für Schülerinnen und Schüler, die eine intensivere Betreuung benötigen.
- (4) Die Organisation und Finanzierung der Transporte zwischen dem Wohnort und der Schule und dem Therapieort für die Kinder, welche sich aufgrund ihrer Behinderung nicht eigenständig fortbewegen können. Die Organisation der Transporte liegt in der Befugnis der Kantone.

Dieses Angebot übernimmt das, was vorher von der IV getragen wurde. Es schliesst jedoch sämtliche medizinischen Massnahmen wie Physiotherapie, Ergotherapie sowie Hilfsmittel aus, die weiterhin von der IV finanziert werden. Das von den Kantonen zu erbringende Angebot wird in der «Einheitlichen Terminologie für den Bereich der Sonderpädagogik» festgelegt, welche der Vereinbarung beigelegt ist. Die Kantone sind verpflichtet, sich daran zu halten (Art.1 Bst. c).

#### **Art. 5 Definition der verstärkten Massnahmen**

Der Artikel 5 führt einen Unterschied ein zwischen den einfachen sonderpädagogischen Massnahmen, für welche die Mittel im Rahmen des Schulbetriebs kollektiv geleistet werden (zum Beispiel durch die Schuldienste), und den verstärkten Massnahmen, für welche die Mittel durch ein unabhängiges Abklärungsverfahren einem einzelnen Kind zugewiesen werden. Die einfachen Massnahmen werden je nach Kanton als niederschwellige Massnahmen oder kollektive Massnahmen bezeichnet. Die verstärkten Massnahmen umfassen je nach Kanton die hochschwelligeren oder Einzelmassnahmen. Was sie beinhalten, wird in jedem Kanton unterschiedlich sein und davon abhängen, wie autonom die Schulen sind.

Dieser Artikel markiert die Umstellung von der auf das Individuum ausgerichteten medizinischen Sichtweise der Behinderung (bis anhin von der IV finanziert) zur sozialen Sichtweise, welche von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) eingeführt wurde, dies mit der neuen internationalen Klassifikation für Funktionsfähigkeit, Behinderung und Gesundheit (International Classification of Functioning, Disability and Health – ICF). Wird die Schule den pädagogischen Bedürfnissen des Kindes nicht mehr gerecht, so werden die nötigen Massnahmen durch ein unabhängiges Abklärungsverfahren bestimmt, in dem die Bedürfnisse des Kindes unter Berücksichtigung seiner eigenen Fähigkeiten und seines familiären, sozialen und schulischen Umfelds ermittelt werden.

Absatz 1 regelt die Notwendigkeit einer solchen Abklärung des individuellen Bedarfs vor dem Entscheid über die Anordnung verstärkter Massnahmen.

Absatz 2 bestimmt die Kriterien, welche die einfachen von den verstärkten Massnahmen unterscheiden sollen. Es handelt sich um vier Kriterien: 1. die Dauer, 2. die Intensität, 3. der Spezialisierungsgrad der Fachpersonen und 4. die Auswirkungen auf den Alltag des Kindes, sein soziales Umfeld oder seinen Lebenslauf. Obwohl die Kosten an sich kein Kriterium sind, werden die verstärkten Massnahmen in den meisten Fällen erhebliche Kosten nach sich ziehen. Deshalb gilt es das Entscheidungsverfahren klar festzulegen. Dies geschieht in Artikel 6.

#### **Art. 6 Zuständige Behörden für die Anordnung von Massnahmen**

Diese Bestimmung führt eine Reihe von Schwellen ein, um eine Kostenexplosion zu vermeiden und die Gleichbehandlung der Kinder mit besonderen Schulungsbedürfnissen zu garantieren: Sie richtet in jedem Kanton ein formelles Entscheidungsverfahren ein, welches die Entscheidungs- und Abklärungsbehörde klar vom Leistungserbringer trennt, um die Selbstzuweisung zu verhindern; zudem ist vorgesehen, dass die Zweckmässigkeit der Massnahmen regelmässig überprüft wird.

#### **Art. 7 Instrumente zur Harmonisierung und Koordination**

Wie bei der interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule sind auch in der Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik Instrumente zur Harmonisierung, Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung vorgesehen, welche gesamtschweizerisch anwendbar sind.

Absatz 1 legt die drei Grundinstrumente fest, welche die Koordination und Qualität des sonderpädagogischen Leistungsangebots fördern sollen.

- (1) Von den Kantonen wird erwartet, dass sie in ihrer Gesetzgebung und in ihrem kantonalen Konzept eine einheitliche Terminologie verwenden; diese wurde am 25. Oktober 2007 von der Plenarversammlung der EDK angenommen.
- (2) Die von der EDK am 25. Oktober 2007 angenommenen Qualitätsstandards, die in Anhang 2 der Verordnung aufgeführt sind, bilden die Grundkriterien für die Zulassung von Leistungserbringern durch die Kantone. Diese Kriterien sind allgemein gehalten, so dass es jedem Kanton freisteht, strengere Kriterien zu erlassen, wenn er dies wünscht.
- (3) Das gemeinsame Instrument für ein Abklärungsverfahren zur Ermittlung des individuellen Bedarfs in jedem Kanton steht noch nicht zur Verfügung. Die EDK hat eine Expertengruppe beauftragt, eine Skala mit Abklärungskriterien zu erarbeiten, welche sich auf die internationale Klassifikation für Funktionsfähigkeit, Behinderung und Gesundheit (ICF) der Weltgesundheitsorganisation stützt. Diese Skala sollte im Laufe dieses Jahres erprobt werden.

Absatz 2 überträgt der EDK, wie im Rahmen des HarMoS-Konkordats, die Verantwortung für die wissenschaftliche Entwicklung und Validierung dieser Instrumente.

Absatz 3 regelt, dass die Instrumente von der Plenarversammlung der EDK mit einer Mehrheit von mindestens



zwei Dritteln ihrer Mitglieder verabschiedet werden. Wie oben erwähnt wurden bereits zwei dieser Instrumente von der Plenarversammlung der EDK angenommen, dies nach Anhörung sämtlicher betroffenen Parteien: den nationalen Dachverbänden der Lehrpersonen, den Elternvereinigungen und den Sonderschulen. Die EKSD hat diese Instrumente den kantonalen Ansprechpartnern zur Konsultation vorgelegt und ihre Stellungnahme der EDK im Jahr 2007 mitgeteilt, bevor diese die Instrumente angenommen hat.

Absatz 4 schliesslich legt fest, dass das sonderpädagogische Grundangebot Gegenstand des nationalen Bildungsmonitorings ist (vgl. Botschaft Nr. 102 vom 28. Oktober 2008 des Staatsrats an den Grossrat zu den Gesetzesvorlagen über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule – HarmoS – sowie zur Westschweizer Schulvereinbarung). Ziel ist es, die bis heute aufgrund der unterschiedlichen Terminologie lückenhaften statistischen Grundlagen zu verbessern. Zudem sollen Finanz- und Effizienzanalysen eine bessere Steuerung der sonderpädagogischen Massnahmen ermöglichen. Darüber hinaus könnten auch Analysen unter dem Blickwinkel der Bildung im Vergleich mit Bildungszielen entwickelt werden.

#### **Art. 8 Die Lehrpläne**

Artikel 8 verankert den Grundsatz der Gleichheit der Lehrpläne im Bereich der obligatorischen Schule, unabhängig davon, ob es sich um Regel- oder Sonderunterricht handelt. Die Anforderungsniveaus für den Bereich der Sonderpädagogik werden auf der Basis der in den Lehrplänen festgelegten Lernziele und der Bildungsstandards der Regelschule angepasst, wobei jedoch die individuellen Bedürfnisse und Fähigkeiten des Kindes oder des Jugendlichen berücksichtigt werden.

#### **Art. 9 Ausbildung der Lehrpersonen und des sonderpädagogischen Fachpersonals**

Dieser Artikel garantiert eine minimale Grundausbildung in der Sonderschulung. So wie es das BSV im bisherigen IV-System verlangte, müssen die Kantone in ihrem kantonalen Konzept weiterhin minimale Ausbildungsanforderungen für die Lehrpersonen und das Personal festlegen. Dies gilt für die Anstellung von Personal in Regelschulen ebenso wie in privatrechtlichen Sonderschulen.

Die EDK hat für diese Ausbildungen in Schulischer Heilpädagogik, Logopädie und Psychomotoriktherapie Mindestvoraussetzungen für die Anerkennung der kantonalen Ausbildungsabschlüsse festgelegt. Für die Ausbildung in der heilpädagogischen Früherziehung, die bisher noch nie reglementiert war, liegt inzwischen ein Reglementsentwurf vor, der am 13. März 2008 der Plenarversammlung der EDK zur ersten Lesung vorgelegt wurde. Die heilpädagogische Früherziehung wird künftig in die sonderpädagogischen Ausbildungsgänge integriert sein; sie wird somit zu einer spezifischen Vertiefungsrichtung der Ausbildung von Sonderpädagoginnen und Sonderpädagogen.

Die Weiterbildung fällt in die Zuständigkeit der Hochschulen. Die Kantone sind gehalten, die Zusammenarbeit mit dem Berufsfeld, den Fachverbänden und den heilpädagogischen Kompetenzzentren weiterzuführen.

Absatz 2 unterstreicht und fördert die enge interkantonale Zusammenarbeit, damit ein zweckmässiges und ko-

ordiniertes Weiterbildungsangebot bereitgestellt werden kann.

#### **Art. 10 Kantonale Kontaktstelle**

Jeder Vereinbarungskanton bezeichnet gegenüber der EDK eine kantonale Kontaktstelle, die für sämtliche den Bereich der Sonderpädagogik betreffenden Fragen zuständig ist. Es geht hier darum, die bestehende enge Zusammenarbeit mit der EDK und den Kommissionen der Sonderschulverantwortlichen der beiden regionalen Konferenzen – die interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischsprachigen Schweiz und des Tessins (CIIP) und die regionale Nordwestschweizerische Erziehungsdirektorenkonferenz (NW EDK) – weiterzuführen und zu pflegen. Das Amt für Sonderpädagogik (SoA), das seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufgenommen hat, wurde als Kontaktstelle bestimmt.

#### **Art. 11 Ausserkantonale Leistungen**

Artikel 11 bestimmt die Finanzierung der Leistungen für Kinder mit Wohnsitz im Kanton, welche von ausserkantonalen Sonderschulen erbracht werden. Diese Leistungen werden in der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE) geregelt. Am 13. Dezember 2002 wurde dieses Konkordat von der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren angenommen. Am 10. Februar 2004 beschloss der Freiburger Grosse Rat den Beitritt zu dieser Vereinbarung (RSF 834.0.4), die daraufhin am 1. Januar 2006 in Kraft getreten ist. Gedacht ist diese Vereinbarung auch als Grundlage für den interkantonalen Austausch im Bereich der Sonderpädagogik. Es galt, darin die notwendigen Kriterien für die administrative und finanzielle Regelung der ausserkantonalen Aufnahme von Anspruchsberechtigten im Sinne dieser Vereinbarung festzulegen. Die IVSE wurde wie folgt angepasst: «Stationäre Einrichtungen, die gestützt auf eidgenössisches oder kantonales Recht Personen bis zum vollendeten 20. Lebensjahr, längstens jedoch bis nach Abschluss der Erstausbildung beherbergen, sofern sie vor Erreichen der Volljährigkeit in eine Einrichtung eingetreten oder dort untergebracht sind». Die neue Fassung der IVSE wird demnächst zur Ratifizierung vorgelegt. Der Grundsatz des Aufenthaltsorts gilt für die Regelschulen wie für die Sonderschulen.

#### **Art. 12 Beitritt**

Die Kantone, welche nach dem Ratifikationsverfahren den Beitritt zur vorliegenden Vereinbarung gemäss ihrem kantonalen Recht angenommen haben, haben diesen Beitritt dem Vorstand der EDK gegenüber zu erklären.

#### **Art. 13 Austritt**

Die der Vereinbarung beigetretenen Kantone haben das Recht, dem Vorstand der EDK gegenüber den Austritt aus der Vereinbarung zu erklären. Er tritt auf Ende des dritten der Austrittserklärung folgenden Kalenderjahres in Kraft.

#### **Art. 14 Umsetzungsfrist**

Die Kantone, welche der Vereinbarung nach dem 31. Dezember 2010 beitreten, sind verpflichtet, diese innert sechs Monaten nach der Ratifizierung umzusetzen.

### **Art. 15 Inkrafttreten**

Sobald 10 Kantone der Vereinbarung beigetreten sind, tritt diese auf Beschluss des Vorstands der EDK in Kraft, jedoch frühestens auf den 1. Januar 2011, damit die Kantone genügend Zeit haben, ihr eigenes Konzept für die Sonderpädagogik zu erarbeiten. Das Inkrafttreten der Vereinbarung ist dem Bund zur Kenntnis zu bringen.

Gemäss Artikel 48a Abs. 1 der Bundesverfassung kann der Bund auf Antrag interessierter Kantone interkantonale Verträge allgemein verbindlich erklären oder Kantone zur Beteiligung an solchen Verträgen verpflichten. Bei der Sonderpädagogik gilt diese Klausel nur für Sonderschulen, die eine Tagestruktur oder eine Institution der stationären Unterbringung führen. Die Allgemeinverbindlicherklärung kann nicht für die ganze Vereinbarung verordnet werden. Dies vermindert jedoch keineswegs den nationalen Stellenwert dieser Vereinbarung, welche den Referenzrahmen für die Erarbeitung der kantonalen Konzepte bildet.

### **Art. 16 Fürstentum Lichtenstein**

Das Fürstentum Lichtenstein kann der Vereinbarung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten eines Vereinbarungskantons zu.

## **4. AUSWIRKUNGEN**

### **4.1 Finanzielle Auswirkungen**

An und für sich bewirkt der Beitritt zur Vereinbarung keine finanziellen Mehrkosten und erfordert auch kein zusätzliches Personal. Dieser Beitritt ist in einem breiteren Zusammenhang zu sehen als jener der NFA und der Reform der Sonderschulung. Der Bericht, den die Arbeitsgruppe «Organisation der Sonderschulung und der Schuldienste» vorgelegt hat und der vom Staatsrat am 10. Juli 2007 geprüft wurde, beschreibt ausführlich die Auswirkungen der NFA im Bereich der Sonderpädagogik (der Bericht kann unter der Internetadresse [http://admin.fr.ch/de/data/pdf/sesam/schlussbericht\\_30\\_1\\_1\\_04\\_07\\_de.pdf](http://admin.fr.ch/de/data/pdf/sesam/schlussbericht_30_1_1_04_07_de.pdf) heruntergeladen werden).

Die finanziellen Auswirkungen des Rückzugs der IV aus dem Bereich der Sonderschulung und die Kompensation der finanziellen Auswirkungen der NFA für die Gemeinden sind in der Botschaft Nr. 18 vom 7. Mai 2007 allgemein beschrieben worden. Die Lastenaufteilung der Kosten für die Sonderschulung und die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen zwischen dem Kanton und den Gemeinden bleibt unverändert: Wie bei der Finanzierung der Schuldienste (Art. 108 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule) wird auch die Finanzierung der Kosten der Sonderschulen unter den Gemeinden (55%) und dem Kanton (45%) aufgeteilt (Art. 9 des Gesetzes vom 20. Mai 1986 für Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare). Zudem haben der Kanton und die Gemeinden, nach dem gleichen Verteilungsschlüssel, auch die Kosten der von privaten Therapeutinnen und Therapeuten erbrachten Leistungen zu tragen

(gemäss dem Gesetz vom 19. Juni 2008 über die Finanzierung der von zugelassenen privaten Anbietern ausgeführten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen).

Im Zuge des Transfers der Finanzierung der Sonderpädagogik an den Kanton wurde ein neues Amt eingerichtet, dessen Personaldotierung anfänglich, in der Übergangsperiode, auf 4,5 Vollzeitstellen veranschlagt wurde (siehe Seite 25 des Berichts vom 10. Juli 2007), um die administrativen Aufgaben des Amtes wahrnehmen zu können, wobei die pädagogische Aufsicht über die Schülerinnen und Schüler darin nicht eingeschlossen ist. Die Schätzung des administrativen Bedarfs des Amtes erfolgte anhand der vom Bundesamt für Sozialversicherungen, von der IV-Stelle des Kantons Freiburg und von der GSD mitgeteilten Zahlen. Es zeigte sich jedoch, dass der tatsächliche administrative Bedarf höher war als geschätzt und so musste das Personal inzwischen mit zwei zusätzlichen Vollzeitstellen aufgestockt werden. Die pädagogische Aufsichtsfunktion des Amtes wird durch 2.75 Vollzeitstellen gewährleistet, die aus anderen Dienststellen der EKSD übertragen wurden. Das Amt umfasst heute insgesamt 9.25 Vollzeitstellen.

Wie oben erwähnt hat der Beitritt zur Vereinbarung für den Kanton und die Gemeinden keine Mehrkosten zur Folge. Da das kantonale Konzept für die Sonderpädagogik eine Verbesserung der Integrationsbedingungen für Schülerinnen und Schüler mit besonderen Bildungsbedürfnissen in der Regelschule anstrebt, könnte dies eine Reorganisation der betreffenden Strukturen nach sich ziehen. Bis 2011 wird die mit der Erarbeitung des erwähnten Konzepts betraute Arbeitsgruppe verschiedene Lösungsvorschläge entwerfen. Nach dem Abschluss dieser Arbeiten werden dann die nötigen Gesetzesänderungen vorbereitet, insbesondere die Anpassung des Gesetzes über den Sonderschulunterricht; erst dann werden die finanziellen Auswirkungen detailliert beziffert werden können.

### **4.2 Andere Auswirkungen**

Die Gesetzesvorlage entspricht Artikel 5 der Verfassung des Kantons Freiburg, gemäss dem der Kanton verpflichtet ist, mit anderen Kantonen zusammenzuarbeiten. Sie verstärkt sogar die Zusammenarbeit, welche im Bildungsbereich zwischen dem Kanton Freiburg und den übrigen Kantonen bereits intensiv gepflegt wird. Die Vorlage entspricht auch dem Bundesrecht und ist überwiegend eurokompatibel.

## **5. SCHLUSSBEMERKUNG**

Zum Schluss lädt Sie der Staatsrat ein, der Gesetzesvorlage über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik zuzustimmen.

**Loi**

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg  
à l'accord intercantonal sur la collaboration  
dans le domaine de la pédagogie spécialisée**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;  
Vu l'article 100 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 3 novembre 2009;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, dont le texte suit la présente loi.

**Art. 2**

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2010.

---

**Gesetz**

*vom*

**über den Beitritt des Kantons Freiburg  
zur interkantonalen Vereinbarung  
über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;  
gestützt auf Artikel 100 der Freiburger Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 3. November 2009;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der interkantonalen Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik bei; ihr Text wird im Anhang zu diesem Gesetz wiedergegeben.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt am 1. März 2010 in Kraft.

---

## Accord intercantonal

du 25 octobre 2007

### sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée

---

#### I. But et principes de base de l'accord

##### Art. 1 But

Les cantons concordataires travaillent ensemble dans le domaine de la pédagogie spécialisée dans le but de respecter les obligations découlant de la Constitution fédérale de la Confédération suisse<sup>1)</sup>, de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup> et de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées<sup>3)</sup>. En particulier,

- a) ils définissent l'offre de base qui assure la formation et la prise en charge des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers,
- b) ils promeuvent l'intégration de ces enfants et de ces jeunes dans l'école ordinaire,
- c) ils s'engagent à utiliser des instruments communs.

<sup>1)</sup> RS 101

<sup>2)</sup> Recueil des bases légales de la CDIP, ch. 1.2

<sup>3)</sup> RS 151.3

##### Art. 2 Principes de base

La formation dans le domaine de la pédagogie spécialisée repose sur les principes suivants:

- a) la pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation;
- b) les solutions intégratives sont préférées aux solutions séparatives, cela dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaires;
- c) le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée; une participation financière peut être exigée des titulaires de l'autorité parentale pour les repas et la prise en charge;

## Interkantonale Vereinbarung

vom 25. Oktober 2007

### über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik

---

#### I. Zweck und Grundsätze der Vereinbarung

##### Art. 1 Zweck

Die Vereinbarungskantone arbeiten im Bereich der Sonderpädagogik zusammen mit dem Ziel, den in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft<sup>1)</sup>, in der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule<sup>2)</sup> und im Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen<sup>3)</sup> statuierten Verpflichtungen nachzukommen. Insbesondere

- a) legen sie das Grundangebot fest, welches die Bildung und Betreuung von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Bildungsbedarf garantiert,
- b) fördern sie die Integration dieser Kinder und Jugendlichen in der Regelschule,
- c) verpflichten sie sich zur Anwendung gemeinsamer Instrumente.

<sup>1)</sup> SR 101

<sup>2)</sup> Erlasssammlung der EDK, Ziff. 1.2

<sup>3)</sup> SR 151.3

##### Art. 2 Grundsätze

Die Bildung im Bereich der Sonderpädagogik basiert auf folgenden Grundsätzen:

- a) die Sonderpädagogik ist Teil des öffentlichen Bildungsauftrages;
- b) integrative Lösungen sind separierenden Lösungen vorzuziehen, unter Beachtung des Wohles und der Entwicklungsmöglichkeiten des Kindes oder des Jugendlichen sowie unter Berücksichtigung des schulischen Umfeldes und der Schulorganisation;
- c) für den Bereich der Sonderpädagogik gilt der Grundsatz der Unentgeltlichkeit; für Verpflegung und Betreuung kann von den Erziehungsberechtigten eine finanzielle Beteiligung verlangt werden;

- d) les titulaires de l'autorité parentale sont associés à la procédure de décision relative à l'attribution de mesures de pédagogie spécialisée.

## II. Droit aux mesures de pédagogie spécialisée

### Art. 3 Ayants droit

De la naissance à l'âge de 20 ans révolus, les enfants et les jeunes qui habitent en Suisse ont droit à des mesures appropriées de pédagogie spécialisée dans les conditions suivantes:

- a) avant le début de la scolarité: s'il est établi que leur développement est limité ou compromis ou qu'ils ne pourront pas suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique,
- b) durant la scolarité obligatoire: s'il est établi qu'ils sont entravés dans leurs possibilités de développement et de formation au point de ne pas ou de ne plus pouvoir suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique, ou lorsqu'un autre besoin éducatif particulier a été constaté.

## III. Définition de l'offre de base en pédagogie spécialisée

### Art. 4 Offre de base

<sup>1</sup> L'offre de base en pédagogie spécialisée comprend:

- a) le conseil et le soutien, l'éducation précoce spécialisée, la logopédie et la psychomotricité,
- b) des mesures de pédagogie spécialisée dans une école ordinaire ou dans une école spécialisée, ainsi que
- c) la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel dans une institution de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Les cantons prennent en charge l'organisation des transports nécessaires ainsi que les frais correspondants pour les enfants et les jeunes qui, du fait de leur handicap, ne peuvent se déplacer par leurs propres moyens entre leur domicile et l'établissement scolaire et/ou le lieu de thérapie.

- d) die Erziehungsberechtigten sind in den Prozess betreffend die Anordnung sonderpädagogischer Massnahmen mit einzubeziehen.

## II. Anspruch auf sonderpädagogische Massnahmen

### Art. 3 Berechtigte

Kinder und Jugendliche ab Geburt bis zum vollendeten 20. Lebensjahr, die in der Schweiz wohnen, haben unter folgenden Voraussetzungen ein Recht auf angemessene sonderpädagogische Massnahmen:

- a) vor der Einschulung: Wenn festgestellt wird, dass ihre Entwicklung eingeschränkt oder gefährdet ist oder sie dem Unterricht in der Regelschule ohne spezifische Unterstützung nicht werden folgen können,
- b) während der obligatorischen Schulzeit: Wenn festgestellt wird, dass sie in ihren Entwicklungs- und Bildungsmöglichkeiten so stark beeinträchtigt sind, dass sie dem Unterricht in der Regelschule ohne spezifische Unterstützung nicht beziehungsweise nicht mehr folgen können oder wenn ein anderer besonderer Bildungsbedarf festgestellt worden ist.

## III. Festlegung des sonderpädagogischen Grundangebots

### Art. 4 Grundangebot

<sup>1</sup> Das sonderpädagogische Grundangebot umfasst:

- a) Beratung und Unterstützung, heilpädagogische Früherziehung, Logopädie und Psychomotorik,
- b) sonderpädagogische Massnahmen in einer Regelschule oder in einer Sonderschule, sowie
- c) Betreuung in Tagesstrukturen oder stationäre Unterbringung in einer sonderpädagogischen Einrichtung.

<sup>2</sup> Die Kantone sorgen für die Organisation notwendiger Transporte und übernehmen deren Kosten für Kinder und Jugendliche, die aufgrund ihrer Behinderung den Weg zwischen Wohnort, Schule und/oder Therapiestelle nicht selbstständig bewältigen können.

#### **Art. 5** Mesures renforcées

<sup>1</sup> Lorsque les mesures octroyées avant l'entrée en scolarité ou dans le cadre de l'école ordinaire s'avèrent insuffisantes, une décision quant à l'attribution de mesures renforcées doit être prise sur la base de la détermination des besoins individuels.

<sup>2</sup> Les mesures renforcées se caractérisent par certains ou par l'ensemble des critères suivants:

- a) une longue durée,
- b) une intensité soutenue,
- c) un niveau élevé de spécialisation des intervenants, ainsi que
- d) des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune.

#### **Art. 6** Attribution des mesures

<sup>1</sup> Les cantons concordataires désignent les autorités compétentes, chargées de l'attribution des mesures de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes pour l'attribution des mesures de pédagogie spécialisée désignent les prestataires de services.

<sup>3</sup> La détermination des besoins individuels prévue à l'article 5 al. 1 se fait dans le cadre d'une procédure d'évaluation standardisée, confiée par les autorités compétentes à des services d'évaluation distincts des prestataires.

<sup>4</sup> La pertinence des mesures attribuées est réexaminée périodiquement.

### **IV. Instruments d'harmonisation et de coordination**

#### **Art. 7** Instruments communs

<sup>1</sup> Les cantons concordataires utilisent dans la législation cantonale, dans le concept cantonal relatif au domaine de la pédagogie spécialisée ainsi que dans les directives correspondantes:

- a) une terminologie uniforme,
- b) des standards de qualité uniformes pour la reconnaissance des prestataires, et
- c) une procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels, selon l'article 6 al. 3.

#### **Art. 5** Verstärkte Massnahmen

<sup>1</sup> Erweisen sich die vor der Einschulung oder die in der Regelschule getroffenen Massnahmen als ungenügend, ist aufgrund der Ermittlung des individuellen Bedarfs über die Anordnung verstärkter Massnahmen zu entscheiden.

<sup>2</sup> Verstärkte Massnahmen zeichnen sich durch einzelne oder alle der folgenden Merkmale aus:

- a) lange Dauer,
- b) hohe Intensität,
- c) hoher Spezialisierungsgrad der Fachpersonen, sowie
- d) einschneidende Konsequenzen für den Alltag, das soziale Umfeld oder den Lebenslauf des Kindes oder des Jugendlichen.

#### **Art. 6** Anordnung der Massnahmen

<sup>1</sup> Die Vereinbarungskantone bezeichnen die für die Anordnung sonderpädagogischer Massnahmen zuständigen Behörden.

<sup>2</sup> Die für die Anordnung sonderpädagogischer Massnahmen zuständigen Behörden bestimmen die Leistungsanbieter.

<sup>3</sup> Die Ermittlung des individuellen Bedarfs gemäss Artikel 5 Abs. 1 erfolgt im Rahmen eines standardisierten Abklärungsverfahrens durch die von den zuständigen Behörden betrauten Abklärungsstellen, die nicht identisch sind mit den Leistungsanbietern.

<sup>4</sup> Die Zweckmässigkeit der angeordneten Massnahmen ist periodisch zu überprüfen.

### **IV. Harmonisierungs- und Koordinationsinstrumente**

#### **Art. 7** Gemeinsame Instrumente

<sup>1</sup> Die Vereinbarungskantone benutzen im kantonalen Recht, im kantonalen Konzept für den Bereich der Sonderpädagogik sowie in den entsprechenden Richtlinien:

- a) eine einheitliche Terminologie,
- b) einheitliche Qualitätsstandards für die Anerkennung der Leistungsanbieter und
- c) ein standardisiertes Abklärungsverfahren zur Ermittlung des individuellen Bedarfs gemäss Artikel 6 Abs. 3.

<sup>2</sup> La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) est responsable du développement et de la validation scientifiques des instruments communs prévus à l'alinéa 1. Elle consulte à cet effet les organisations faitières nationales d'enseignants, de parents et d'institutions pour enfants et jeunes en situation de handicap.

<sup>3</sup> Les instruments communs sont adoptés par l'Assemblée plénière de la CDIP, à la majorité des deux tiers de ses membres. Ils sont révisés par les cantons concordataires selon une procédure analogue.

<sup>4</sup> L'offre de base en pédagogie spécialisée est prise en considération dans le cadre du monitoring national de l'éducation.

#### **Art. 8** Objectifs d'apprentissage

Les niveaux d'exigence dans le domaine de la pédagogie spécialisée sont adaptés à partir des objectifs d'apprentissage fixés dans les plans d'études et des standards de formation de l'école ordinaire; ils prennent en compte les besoins et capacités individuels de l'enfant ou du jeune.

#### **Art. 9** Formation des enseignants et du personnel de la pédagogie spécialisée

<sup>1</sup> La formation initiale des enseignants spécialisés et du personnel de la pédagogie spécialisée intervenant auprès des enfants et des jeunes est définie dans les règlements de reconnaissance de la CDIP ou dans le droit fédéral.

<sup>2</sup> Les cantons concordataires travaillent ensemble au développement d'une offre appropriée de formation continue.

#### **Art. 10** Bureau cantonal de liaison

Chaque canton concordataire désigne à l'intention de la CDIP un bureau cantonal de liaison pour toutes les questions relatives au domaine de la pédagogie spécialisée.

#### **Art. 11** Prestations extracantonales

Le financement des prestations fournies par des institutions de pédagogie spécialisée, à caractère résidentiel ou en externat, situées hors du canton se fonde sur la Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> *Recueil des bases légales de la CDIP, ch. 3.2.1*

<sup>2</sup> Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist verantwortlich für die wissenschaftliche Entwicklung und Validierung der gemeinsamen Instrumente gemäss Absatz 1. Sie konsultiert zu diesem Zweck die nationalen Dachverbände der Lehrpersonen, der Erziehungsberechtigten und der Institutionen für Kinder und Jugendliche mit einer Behinderung.

<sup>3</sup> Die gemeinsamen Instrumente werden von der Plenarversammlung der EDK mit einer Mehrheit von zwei Dritteln ihrer Mitglieder verabschiedet. Die Revision erfolgt durch die Vereinbarungskantone in einem analogen Verfahren.

<sup>4</sup> Das sonderpädagogische Grundangebot ist Gegenstand des nationalen Bildungsmonitorings.

#### **Art. 8** Lernziele

Die Anforderungsniveaus für den Bereich der Sonderpädagogik werden auf der Basis der in den Lehrplänen festgelegten Lernziele und der Bildungsstandards der Regelschule angepasst; sie berücksichtigen die individuellen Bedürfnisse und Fähigkeiten des Kindes oder des Jugendlichen.

#### **Art. 9** Ausbildung der Lehrpersonen und des sonderpädagogischen Fachpersonals

<sup>1</sup> Die Grundausbildung der Lehrpersonen in Schulischer Heilpädagogik und des sonderpädagogischen Fachpersonals für Kinder und Jugendliche wird in den Anerkennungsreglementen der EDK oder im Bundesrecht geregelt.

<sup>2</sup> Die Vereinbarungskantone arbeiten in der Entwicklung eines geeigneten Weiterbildungsangebots zusammen.

#### **Art. 10** Kantonale Kontaktstelle

Jeder Vereinbarungskanton bezeichnet gegenüber der EDK eine kantonale Kontaktstelle, die für sämtliche den Bereich der Sonderpädagogik betreffenden Fragen zuständig ist.

#### **Art. 11** Ausserkantonale Leistungen

Die Finanzierung von Leistungen ausserkantonalen stationärer Einrichtungen und ausserkantonalen Einrichtungen der externen Sonderschulung richtet sich nach der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE)<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> *Erlassungssammlung der EDK, Ziff. 3.2.1*

## V. Dispositions finales

### Art. 12 Adhésion

L'adhésion à cet accord est déclarée auprès du Comité de la CDIP.

### Art. 13 Dénonciation

Toute dénonciation de cet accord doit être déclarée auprès du Comité de la CDIP. Elle prend effet à la fin de la troisième année civile qui suit la dénonciation de l'accord.

### Art. 14 Délai d'exécution

Les cantons adhérant au présent accord au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont tenus de l'appliquer dans un délai de six mois après sa ratification.

### Art. 15 Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le Comité de la CDIP fait entrer en vigueur le présent accord à partir du moment où dix cantons au moins y ont adhéré, mais au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur de l'accord est communiquée à la Confédération.

### Art. 16 Principauté du Liechtenstein

La Principauté du Liechtenstein peut adhérer à l'accord. Elle jouit alors des mêmes droits et doit s'acquitter des mêmes devoirs que les cantons signataires.

Heiden, le 25 octobre 2007.

Au nom de la Conférence suisse  
des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La Présidente:  
I. CHASSOT

Le Secrétaire général:  
H. AMBÜHL

\_\_\_\_\_

## V. Schlussbestimmungen

### Art. 12 Beitritt

Der Beitritt zu dieser Vereinbarung wird dem Vorstand der EDK gegenüber erklärt.

### Art. 13 Austritt

Der Austritt aus der Vereinbarung muss dem Vorstand der EDK gegenüber erklärt werden. Er tritt auf Ende des dritten der Austrittserklärung folgenden Kalenderjahres in Kraft.

### Art. 14 Umsetzungsfrist

Die Kantone, die der Vereinbarung nach dem 1. Januar 2011 beitreten, müssen diese innerhalb von sechs Monaten nach dem Zeitpunkt der Ratifizierung umsetzen.

### Art. 15 Inkrafttreten

<sup>1</sup> Der Vorstand der EDK setzt die Vereinbarung in Kraft, wenn ihr mindestens zehn Kantone beigetreten sind, jedoch frühestens auf den 1. Januar 2011.

<sup>2</sup> Das Inkrafttreten ist dem Bund zur Kenntnis zu geben.

### Art. 16 Fürstentum Liechtenstein

Das Fürstentum Liechtenstein kann der Vereinbarung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten eines Vereinbarungskantons zu.

Heiden, 25. Oktober 2007.

Im Namen der Schweizerischen Konferenz  
der kantonalen Erziehungsdirektoren

Die Präsidentin:  
I. CHASSOT

Der Generalsekretär:  
H. AMBÜHL

\_\_\_\_\_